

5) La paysannerie représente un pourcentage décroissant de la population globale et son poids économique spécifique baisse plus sensiblement et plus rapidement que son poids quantitatif. Toutefois, en termes absolus, elle n'a pas cessé de constituer la majorité et souvent l'écrasante majorité de la population, d'être la classe sociale qui subit la pire exploitation et la pire oppression et, dans le contexte économique et sociale existant, a le moins de perspectives.

Les causes du mécontentement et de la colère des paysans sont multiples : manque de terre traditionnel, étouffement croissant de l'agriculture de subsistance, conflit avec l'administration étatique qui extorque les impôts et qui se présente le plus souvent comme un instrument de répression au service des exploitateurs, déception à cause de la portée fictive des « réformes agraires » officielles, crainte d'une relance des propriétaires terriens (dans des pays où ces derniers ont dû renoncer à certains privilèges), difficultés surgissant des problèmes de prix et de marchés notamment en ce qui concerne les petits propriétaires, répercussions défavorables des cours du marché mondial, etc. Mais la résultante va toujours dans le même sens ; la condition des paysans, loin de s'améliorer, reste dramatique et même se détériore davantage ; d'où le stimulant persistant à la lutte et à la révolte. Cela d'autant plus que le paysan est de moins en moins isolé des courants politiques et idéologiques internationaux, qu'il a assimilé la leçon de la révolution cubaine, dont il suit constamment les vicissitudes, qu'il a beaucoup appris de l'expérience de la **guérilla** et n'est pas coupé des mouvements révolutionnaires des étudiants, dont il subit l'influence par mille canaux.

6) La classe ouvrière n'a pas connu d'accroissement quantitatif, malgré le développement de la production industrielle de certains pays. Cela est dû au fait que certains progrès industriels sont allés de pair avec une crise des secteurs traditionnels et se sont réalisés sur la base d'innovations technologiques et de rationalisations qui impliquent plutôt une contraction qu'une expansion de la main-d'œuvre employée. Quant au niveau de vie, en faisant abstraction de cas tout à fait exceptionnels, la tendance n'est absolument pas à l'amélioration, mais, au contraire, à la stagnation et le plus souvent à la détérioration (dans quelques cas, par exemple Uruguay, dans des proportions dramatiques). Les organisations syndicales sont de plus en plus incapables de faire face à une telle situation, d'exercer même une pression efficace dans le cadre du système aussi bien pour des raisons objectives (chômage, sous-emploi, etc.), que pour des raisons subjectives (leur subordination aux gouvernements, leur bureaucratisation, leur dépendance vis-à-vis des partis communistes pro-soviétiques, etc.). Le plus souvent, c'est surtout le mécanisme inflationniste qui frappe le niveau de vie des ouvriers, en annulant les conquêtes éventuelles sur le plan des salaires. En outre, du point de vue social, c'est la classe ouvrière qui subit souvent les conséquences de l'exode agricole, dans la mesure où des salaires très modestes doivent assurer la subsistance de noyaux de parents et d'amis grossis par les nouveaux venus des campagnes (dans des cas exceptionnels, par exemple en Bolivie pendant la crise dans les mines, c'est le phénomène inverse qui se produit, à savoir un retour partiel d'ouvriers dans leurs villages d'origine). Finalement, la population prolétarienne n'a connu aucune amélioration de sa condition en ce qui concerne les logements, l'habitat, les soins médicaux, les transports, etc. et la possibilité d'assurer des études régulières à ses enfants.

C'est pour toutes ces raisons que la classe ouvrière n'est absolument pas et n'a pas la conscience d'être une couche ne fut-ce que relativement privilégiée — comme le prétendent des théoriciens superficiels ; exploitée et opprimée sous des formes multiples par le mécanisme du capitalisme et de l'impérialisme, elle ne cesse en réalité d'être une force explosive, une force motrice de la révolution. Les grèves puissantes qui défient les dictatures militaires (par exemple au Brésil), les mobilisations ainsi que les conflits avec les forces de répression (Uruguay, Chili, Bolivie, etc.), les jonctions de noyaux d'ouvriers et du mouvement étudiant (Mexique, Brésil) constituent d'ailleurs des symptômes significatifs d'une remontée prolétarienne à l'étape actuelle. Si la classe ouvrière est encore immobilisée ou neutralisée dans